

d'octobre 1988

Au même moment, Ben Bella et Aït Ahmed se rencontraient à Paris pour sceller un contrat commun intitulé «Pour la démocratie en Algérie» qui ne manquera pas de déranger sérieusement les dirigeants français qui tenteront de faire pression sur les chancelleries occidentales pour freiner l'ardeur de ces «historiques» et réduire leur marge de manœuvre. Fin août 1985, Mustapha Bouyali attaquait une caserne et s'emparait de nombreuses armes avant de rejoindre le maquis. Sa cavale ne s'arrêtera qu'en 1987. Le pouvoir commençait à paniquer. Pour tenter de régler les choses, il libérera des prisonniers comme les 26 arrêtés lors des événements de Constantine et de Sétif, d'ouvrir Riad El-Feth, vite considéré comme l'espace du pouvoir et des couches les plus favorisées, mais ne put empêcher les grèves étudiantes qui avaient paralysé toutes les universités.

Les grèves succédaient aux manifestations de mécontentement. Le pays connaissait sa plus grave crise depuis l'indépendance. La corruption battait son plein. Le chômage atteignait plus de 25% de la population (16,9% selon les chiffres officiels) et les licenciements gagnaient tragiquement le terrain. Les choses devenaient insoutenables.

Le gouvernement de l'époque tenta, grâce à El-Hédi Khédiri, un transfuge de la DGSN, nommé ministre de l'Intérieur, de contourner le fameux article 120 en

Fin août 1985, Mustapha Bouyali attaquait une caserne et s'emparait de nombreuses armes avant de rejoindre le maquis. Sa cavale ne s'arrêtera qu'en 1987. Le pouvoir commençait à paniquer.

faisant voter par l'APN une loi sur les associations qui donnait la possibilité à des Algériens de se regrouper et d'activer en conséquence. C'est ainsi qu'est née la Ligue des droits de l'homme, avec des hommes comme Miloud Brahimi, Rachid Boudjedra et Ali Benflis, d'ailleurs vivement encouragée par le ministre de l'Intérieur.

Mais la crise n'arrêtait pas de s'envenimer à tel point que l'Algérie ne semblait pas du tout gérable. Les luttes de personnes alternaient avec les querelles claniques qui faisaient office de politique. Le FLN (dont paradoxalement le secrétaire général était Chadli) dirigé par le responsable de son secrétariat permanent était en désaccord total avec l'équipe de la Présidence. L'Algérie était dirigée par deux têtes qui se neutralisaient. Le pays était bloqué. Messaâdia voulait d'un parti fort qui contrebalancerait le pouvoir du Président. Ni l'armée ni Chadli ne pouvaient supporter une structure partisane puissante. Il le comprendra plus tard à ses dépens.

En 1988, on avait l'impression que l'Algérie n'était pas gouvernée. La suspicion dominait la scène. La rumeur prenait le dessus sur l'information. Rien n'allait plus. Les grèves se conjuguèrent au présent. Même le Président n'hésita pas dans son discours de septembre 1988 à inciter les gens à faire grève.

Le mois de septembre a été le théâtre de débrayages, d'arrêts de travail continus, de folles rumeurs et de nombreux



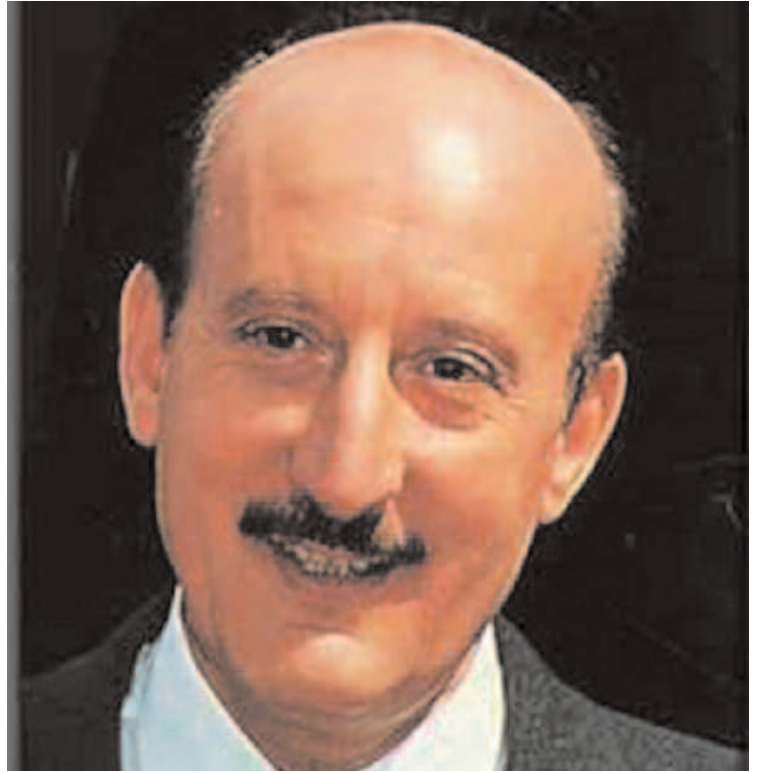
Cherif Messaâdia.

règlements de comptes. Le sixième congrès du FLN, événement exceptionnel, se préparait sérieusement et allait être le lieu et l'enjeu de grandes décisions. Bien entendu, le FLN fonctionnait davantage comme un simple appareil que comme une structure partisane classique. D'ailleurs, jusqu'à présent, les partis, au sens plein du terme, semblent absents du territoire algérien.

C'est dans ce contexte quelque peu exceptionnel où les conflits de personnes atteignaient un seuil paroxysmique que les événements d'octobre eurent lieu. On se souvient encore de ces manifestants qui détruisaient les bâtiments publics, saccageaient les symboles de l'Etat et les lieux phare de la corruption. Ainsi, les choses semblaient bien organisées dans leur désordre et leur anarchie. A l'époque, Chadli avait mis en forme un «commandement militaire» qui allait le long de l'état de siège levé le 12 octobre décrédibiliser quelque peu l'institution militaire intervenue pour sauver les meubles et consolider le Président qui sort ainsi renforcé, d'autant plus qu'il a réussi par la suite à se débarrasser de ses adversaires comme Messaâdia qui fut remplacé à la tête du parti par Abdelhamid Mehri, alors ambassadeur au Maroc. Brahimi qui était proche de Chadli ne pouvait, compte tenu des

La prise de pouvoir par Chadli a été une suite de règlements de comptes, de crises internes et de situations paradoxales qui ont désarticulé la société.

dégâts sur les plans économique et social, demeurer en poste. Ce n'est d'ailleurs pas fortuit s'il avait fait appel à Kasdi Merbah pour le remplacer, réalisant qu'il pouvait calmer les choses. Mais son passage n'était que circonstanciel parce qu'il devait laisser sa place à l'homme de Chadli, Mouloud Hamrouche. Son départ forcé sonnait le glas



Kasdi Merbah.

de Chadli et indiquait tout simplement que les jours de Chadli étaient comptés.

Le chef de l'Etat avait vite pensé après le 10 octobre que la cause était entendue et que tous ses adversaires étaient mis hors-jeu, mais ne savait pas que les choses allaient encore s'aggraver. Il voulait prendre de vitesse tout le monde. Le 12 octobre, il levait l'état de siège ; le 24 octobre, alors que les congrès régionaux du FLN se déroulaient sur un air de mécontentement et de désillusion, il lançait l'idée de réformer radicalement le parti. Il mettait à la porte Messaâdia le 29 du même mois et annonçait le 3 novembre un référendum sur une révision constitutionnelle et faisait appel à Merbah pour former le gouvernement le 5 novembre.

Le 23 février 1989, la nouvelle Constitution expurgée de formules comme «socialisme» ou «charte nationale» est adoptée. Un texte de plus dans une Algérie officielle où l'écrit ne semblait pas avoir les faveurs des cercles dirigeants qui favorisaient la gymnastique orale. On avait évoqué une expression ambiguë qui avait fait couler beaucoup d'encre et de salive, «associations à caractère politique». Et c'est ainsi qu'avec les lois sur les élections et sur les associations politiques (juillet 1989) que naîtra le multipartisme qui permettra à des dizaines de partis de voir le jour avant de disparaître pour la grande partie. Ainsi, tout se mélangeait. Les gens ne se retrouvaient pas dans ce désordre qui marquait la vie nationale, encore prisonnière des humeurs des dirigeants trop

influencés par certains analystes occidentaux dont des proches de Mitterrand qui aurait joué un rôle important dans les décisions prises après octobre 1988. L'Algérie tanguait et ne se retrouvait pas dans cet espace cacophonique empêchant toute parole sereine. Les uns et les autres s'interrogeaient sur une démocratie équivoque, encore sans

béquille, embastillée dans les lieux obscurs des manœuvres, des magouilles et des illusions perdues.

La violence marquait le quotidien. L'illégalité se conjuguait avec les jeux de coulisses. Le discours néolibéral prenait le dessus, favorisant un rapprochement tragique avec le FMI et son fameux plan d'ajustement structurel, approfondissant encore davantage les jeux dramatiques du chômage et les terribles rumeurs de la flexibilité. La pauvreté gagnait de larges boulevards. Ce n'est pas sans raison que de nombreuses personnes se posent d'insistantes questions sur la «spontanéité» d'un mouvement encore traversé par de nombreuses zones obs-

Dans cet Etat quelque peu délétère, Chadli a fait quelques gestes en libérant certains prisonniers politiques en 1985.

cures. Les conflits de personnes et d'options pouvaient-ils être à l'origine de ces événements douloureux qui ont fait des centaines de victimes ? D'anciens responsables politiques comme Messaâdia et Betchine confirment l'idée de la manipulation et du complot. S'il s'agissait de manipulation, quelles seraient les forces à même de provoquer ces événements ? Encore une fois, la question reste posée. Les problèmes de choix et de conflits entre des options différentes ont souvent caractérisé le territoire politique algérien.

Des voix gouvernementales tentent ces derniers temps de récupérer cet événement dans le but évident de dire au monde que l'Algérie a déjà connu son «printemps», pour reprendre un mot tant battu et rebattu, fonctionnant désormais comme un espace stéréotypé, dénudé de tout sens. Paradoxalement, octobre 1988 a davantage fermé les lieux de l'expression libre, donnant l'illusion de la présence d'une parole autonome et plurielle, mais dans les faits, elle était foncièrement absente. La démocratie est fourguée dans du papier cellophane. La corruption et le déni de droit marquent toujours le territoire.

A. C.